



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Espace européen  
de la recherche



# LE MONDE EN 2025

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ASIE  
ET LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE



## La recherche européenne vous intéresse?

Notre magazine Research\*eu vous tient au courant des principaux développements dans ce domaine (résultats, programmes, événements, etc.).

**Research\*eu** est disponible gratuitement en allemand, anglais, espagnol et français, sur simple demande, auprès de:

Commission européenne  
Direction générale de la recherche  
Unité «Communication»  
B-1049 Bruxelles  
Fax (32-2) 29-58220  
E-mail: [research-eu@ec.europa.eu](mailto:research-eu@ec.europa.eu)  
Internet: <http://ec.europa.eu/research/research-eu>

## COMMISSION EUROPÉENNE

Direction générale de la recherche  
Direction L – Science, économie et société  
Unité L.2 – Recherche en sciences économiques, sociales et humaines – Prospective

Contact: Domenico Rossetti di Valdalbero

Commission européenne  
Bureau SDME 07/34  
B-1049 Brussels  
Tel. (32-2) 29-62811  
Fax (32-2) 29-79608  
E-mail: [domenico.rossetti-di-valdalbero@ec.europa.eu](mailto:domenico.rossetti-di-valdalbero@ec.europa.eu)

COMMISSION EUROPÉENNE

# LE MONDE EN 2025

La montée en puissance de l'Asie  
et la transition socio-écologique

**EUROPE DIRECT est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.**

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\* Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès  
aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission  
n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations ci-après.

Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que l'auteur  
et ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission européenne.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles  
sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2009

ISBN 978-92-79-12486-0

ISSN 1018-5593

DOI 10.2777/25936

© Photos: Commission européenne, iStockphoto, Shutterstock, Van Parijs

© Communautés européennes, 2009

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Imprimé au Luxembourg*

IMPRIME SUR PAPIER RECYCLÉ

# Table des matières

Préface.....	7
<b>LES TENDANCES</b> .....	9
Le siècle de l'Asie.....	9
Dénuement et mobilité des hommes et des femmes.....	11
Rareté croissante des ressources naturelles, vulnérabilité de la planète.....	14
<b>LES TENSIONS</b> .....	17
Tensions entre le mode actuel de production, de consommation et la disponibilité des ressources .....	17
Tensions entre un mouvement général et concomitant d'interdépendance économique croissante et de différenciation du monde.....	19
Tensions entre proximité spatiale dans le contexte d'une urbanisation accélérée et distance culturelle .....	19
<b>LES GRANDES TRANSITIONS</b> .....	21
Stabiliser le monde, reconnaître les nouveaux acteurs-clés.....	21
Profiter des défis écologique et démographique pour inventer un nouveau modèle de développement.....	22
<b>Remerciements</b> .....	25
<b>Bibliographie indicative</b> .....	26



*«Quand les contextes d'action s'étendent dans l'espace au point d'affecter des hommes à l'autre bout du monde, et dans le temps au point de conditionner le futur d'hommes proches et lointains, il est clair alors que la plupart de nos concepts et de nos pratiques doivent être profondément révisés.»*

Daniel Innerarity, 2008

*«Prediction is very difficult, especially about the future»*

Niels Bohr (1885-1962)





## Préface

La prospective fait l'objet d'une longue tradition à la Commission européenne. Aujourd'hui, plusieurs Directions Générales disposent de compétences ou d'études qui leur permettent de mieux appréhender les défis de l'avenir. Le 7<sup>ème</sup> Programme Cadre de Recherche de l'Union européenne intègre les activités de prospective notamment dans le domaine des Sciences Socio-économiques et Humaines (SSH).

Une bonne gouvernance européenne repose aussi sur des exercices de prospective: analyse des tendances sociétales dans le monde et dans l'Union, établissement de scénarios de référence ou alternatifs, identification des ruptures potentielles («wild cards») sont autant d'éléments qui permettent aux décideurs d'éclairer leur choix sous une lumière nouvelle.

Qu'elle soit réflexive ou opérationnelle, qualitative ou quantitative, participative ou fondée sur les avis des experts, la prospective trouve sa place au niveau européen. La stratégie «Mieux légiférer» fait appel, par exemple, à des *analyses d'impact* qui requièrent une démarche prospective ou à la prise en compte des résultats de la recherche et d'une expertise plurielle dans la prise de décision.

Grâce à une méthodologie performante (indicateurs, modélisation, Delphi, feuille de route technologique, scénarios, ateliers participatifs), aussi bien les grands enjeux socio-politiques – globalisation, migrations et emploi par exemple – que les problèmes techno-économiques précis (objectifs de réduction des gaz à effet de serre, conséquences du vieillissement, choix technologiques) peuvent être évalués.

Les avantages et les inconvénients, les bénéfiques et les coûts de différentes options politiques, économiques, sociales et technologiques ainsi que leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux peuvent ainsi être estimés.

«Le monde en 2025» a été l'occasion de mettre en évidence les grandes tendances à venir: transformations géopolitiques en termes de population, de développement économique, de commerce international ou de pauvreté. Les tensions ont ensuite été élucidées, qu'il s'agisse des ressources naturelles (alimentation, énergie, eau, minerais), des migrations ou de l'urbanisation. Enfin des pistes de transitions ont été tracées: vers un nouveau modèle de production et de consommation, vers un nouvel aménagement du territoire, vers un nouvel équilibre entre genres et entre générations. En résumé, le sous-titre de cette publication – «La montée en puissance de l'Asie et la transition socio-écologique» – est explicite et source d'inspiration de la future stratégie de l'Union européenne.

Ce rapport a bénéficié des discussions du groupe d'experts mis en place par la Commission européenne en 2008, s'est servi de l'état de l'art en prospective et a inclus la plupart des réflexions des différents services de la Commission. Que les spécialistes et les collègues qui ont stimulé ou participé à cet effort d'anticipation en soient ici remerciés.



Jean-Michel BAER





La récente évolution du contexte mondial et les engagements européens forts pour une mondialisation maîtrisée plaident en faveur d'une analyse prospective des **tendances** qui structurent l'environnement international, des **tensions** qui vont le structurer dans les prochaines décennies et des **transitions** que l'Europe pourrait contribuer à impulser.

## LES TENDANCES

### Le siècle de l'Asie

En 2025, près des deux tiers de la population mondiale vit en Asie

D'après l'ONU, d'ici 2025 la population mondiale va augmenter de 20 % pour atteindre 8 milliards d'habitants (6,5 aujourd'hui), 97 % de cette croissance se produisant dans les pays en développement (Asie, Afrique).

En 2025, 61 % de la population mondiale se trouvera en Asie<sup>1</sup>. La population de l'Inde s'approchera de la population de la Chine (qui aura commencé à diminuer). Vu son taux de fertilité élevé, l'Asie du Sud verra sa population largement augmenter alors que la croissance démographique sera modérée en Asie du Sud-est et faible en Asie de l'Est.

En 2025, la population de l'Union européenne ne représentera plus que 6,5 % de la population mondiale. Aucun des pays de l'Union pris isolément ne comptera parmi les 10 pays du monde les plus peuplés. L'Union comptera

la plus forte proportion de personnes de plus de 65 ans au monde (30 % de la population). En 2030 un peu plus de deux personnes seront en âge de travailler par personne âgée contre quatre en 2008. L'incidence budgétaire du vieillissement (besoin accru de transferts et services publics liés à l'âge) devrait être substantielle et augmenter de plus de 5 points de pourcentage du PIB d'ici à 2060 dans la zone euro, notamment en raison des dépenses liées aux retraites, aux soins de santé et aux soins de longue durée<sup>2</sup>.

Les villes des pays en développement représenteront 95 % de l'expansion urbaine au cours des vingt prochaines années et abriteront près de 4 milliards d'habitants en 2025. Le nombre des habitants de bidonvilles au niveau mondial va doubler pour atteindre d'ici 2025 plus d'1.5 milliard<sup>3</sup>.

L'Asie, de plus en plus inégalitaire, devient le premier producteur et exportateur du monde

En 2025, la production mondiale aura presque doublé (par rapport à 2005). La triade USA-UE-Japon ne domine plus le monde, même si les États-Unis conservent leur leadership. Une répartition plus équilibrée se dessine. Les pays émergents et en développement qui représentaient 20 % de la richesse mondiale en 2005 en représenteront 34 % à l'horizon 2025.

1 Beets, 2008, CE, 2008a; UN, 2007, et Decreux et alii, 2008

2 CE, 2009a

3 NU, 2007



Le centre de gravité de la production mondiale se déplace vers l'Asie<sup>4</sup>. L'ensemble Chine-Inde-Corée pèse autant que l'Union européenne. Si on y ajoute le Japon, la Thaïlande, Taiwan et l'Indonésie, la part de l'Asie atteindrait en 2025 quelque 30 % du PIB mondial et devancerait celle de l'UE estimée à un peu plus de 20 %.

Avant 2025, la Chine pourrait devenir la deuxième puissance économique mondiale et l'Inde la 6<sup>ème</sup> puissance économique du monde devant l'Italie et juste derrière la France.

En 2030, la «classe moyenne mondiale» (revenu estimé: entre 4 000 et 17 000 dollars par an) pourrait représenter 1 milliard de personnes dont 90 % habitant dans les pays en développement. Les inégalités devraient augmenter en Chine et dans les autres pays asiatiques en développement. La croissance de la classe moyenne aura aussi des implications politiques et sociales.

En 2025, le volume des échanges commerciaux pourra doubler par rapport à 2005 avec une place croissante faite aux exportations des pays du Sud (plus de 30 % contre 20 % en 2005). Les positions de l'Asie et de l'Union européenne s'inversent. **L'UE n'est plus le premier exportateur mondial.** Les exportations de l'UE (39 % du volume mondial en 2005) représenteraient 32 % alors que la part de l'Asie passerait de 29 % à 35 %. Dans une société toujours plus dominée par la connaissance, une question demeure sur la croissance des investissements intangibles (comme le capital humain ou l'utilisation des TIC) et sur la part de ces investissements entre l'UE, les États-Unis et l'Asie.

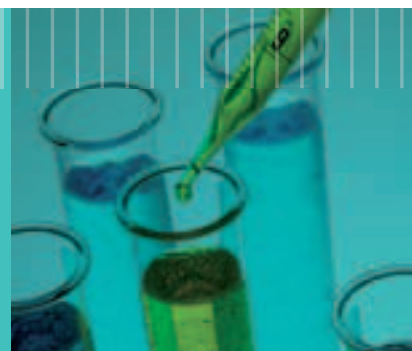
## L'Asie rattrape (et dépasse?) les États-Unis et l'Europe dans le domaine de la recherche

La recherche se développera en dehors des pays traditionnellement leaders. **Si les tendances récentes se poursuivent, en 2025, les États-Unis et l'Europe auront perdu leur suprématie scientifique et technologique au profit de l'Asie** (la Chine et l'Inde auront rattrapé ou même dépassé la Triade) même si elles figureront encore parmi les principales puissances mondiales en matière de R&D<sup>5</sup>. Cependant, leur poids relatif en termes d'investissement en R&D pourrait fortement chuter au profit, en particulier, de l'Asie émergente. La Chine et l'Inde pourraient ainsi représenter environ 20 % de la R&D mondiale, soit plus du double qu'actuellement.

Dans beaucoup de domaines cruciaux pour le bien-être futur de l'Europe, tels que les technologies permettant d'économiser l'énergie, la recherche sur le développement durable et le changement climatique, la recherche sur la santé et la propagation des maladies, la sécurité alimentaire, les sciences sociales et humaines, c'est l'accès global à la connaissance, le développement des normes mondiales communes et la diffusion mondiale rapide des nouvelles technologies qui est en jeu. L'accès à la connaissance dans les réseaux mondiaux implique aussi d'être attractif pour les chercheurs et les investissements des autres.

4 Decreux et alii, 2008

5 Soete, 2008



En fonction des politiques d'immigration et des politiques des pays émergents, on peut imaginer que l'on passe de la «fuite des cerveaux» (vers les États-Unis et les pays anglo-saxons) que l'on connaît aujourd'hui à une circulation plus équilibrée des jeunes chercheurs entre régions du monde. À cet égard, on estime que 645 000 étudiants chinois et 300 000 étudiants indiens étudieront à l'étranger en 2025, ce qui est un signe de la montée en puissance de ces pays dans l'espace mondial de la connaissance<sup>6</sup>. Le nombre d'étudiants et de chercheurs de l'UE allant en Asie devraient augmenter.

L'Asie est en tête pour la localisation de la recherche des firmes privées.

L'UE et, en particulier certaines régions, réussit le mieux dans les domaines scientifiques «traditionnels» comme la chimie, l'astronomie, la pharmacologie, la physique et les sciences de l'ingénieur. Mais l'UE est en retard par rapport aux USA dans les domaines nouveaux et émergents (notamment les technologies de l'information et les biotechnologies) bien que de fortes différences régionales existent en Europe<sup>7</sup>.

De nombreuses avancées scientifiques et technologiques (sciences cognitives, nanotechnologies, biologie de synthèse, technologies de surveillance, biométrie, etc.) vont donner lieu à des controverses dans la société. L'éducation (primaire, secondaire, universitaire et doctorat) devrait aussi prendre en considération ces nouvelles réalités.

L'Europe, avec la richesse des diverses expériences de débat et de gouvernance participative, est bien armée pour les gérer et associer la société civile à la recherche. L'absence d'un cadre international de dialogue sur ces aspects risque de mener à des comportements de «passager clandestin» (ex. «paradis éthiques») et à des conflits.

## Dénouement et mobilité des hommes et des femmes

Les migrations internationales s'amplifient et, sans un afflux d'immigrés important, la population européenne commence à diminuer à partir de 2012

Si les tendances actuelles se prolongent il y aura, en 2025, près de 250 millions de migrants dans le monde dont 65% seront établis dans les pays développés<sup>8</sup>. La concentration de la pauvreté, surtout dans les mégacités (cf. bidonvilles), sera une source majeure d'instabilité sociale.

<sup>6</sup> University World News, 24 November 2007

<sup>7</sup> CE, 2008b

<sup>8</sup> Gnesotto, Grevi, 2006



Les migrants sont mus essentiellement par des raisons économiques ou par l'instabilité politique (réfugiés, demandeurs d'asile). On estime à 64 millions (soit 9 % de la population) le nombre d'immigrés vivant en Europe. En Amérique du Nord et en Océanie les pourcentages sont plus élevés.

À l'avenir les immigrés se déplaceront sans doute aussi pour des raisons d'ordre écologique, liées par exemple à des catastrophes naturelles dues au changement climatique (150 millions de «réfugiés climatiques» en 2050 d'après le GIEC).

**Sans un afflux d'immigrés important, la population européenne commencerait à diminuer à partir de 2012.** Avec les estimations d'immigration nette du dernier scénario EUROPOP-2008, le début du déclin est repoussé à 2035. La baisse de la population active se fait déjà sentir dans beaucoup de régions d'Europe.

## Un tiers de la population mondiale est sous-alimenté; par ailleurs, l'obésité s'accroît dans les pays développés

Près du tiers de la population de la planète a un régime alimentaire qui souffre de déficits qualitatifs divers (déficits en protéines, etc.)<sup>9</sup>. Il y a des facteurs de changement à long terme qui affectent le coût des aliments au niveau mondial (demande élevée, conditions climatiques, consommation de carburants, spéculation financière, stocks diminués, augmentation des prix du pétrole et des fertilisants) et qui pourraient impliquer son augmentation à l'avenir.

D'un autre côté, plus du tiers de la population des USA est aujourd'hui obèse. Si les tendances des dernières années connaissent une croissance linéaire et s'il n'y a aucune intervention, on estime que la prévalence de l'obésité dans l'UE-27 atteindra 20 % en 2020. Ainsi de 30 millions en 1985 dans le monde, le nombre de malades du diabète (essentiellement «diabète gras») est passé aujourd'hui à 246 millions. Il devrait affecter plus de 350 millions de personnes en 2030 si rien n'est fait pour modifier la tendance.

Dans les pays émergents (cf. Chine, Mexique, etc.) de plus en plus de personnes souffriront de maladies «développées». La malnutrition et l'obésité coexisteront dans plusieurs pays émergents en mettant sous pression les systèmes de santé.

<sup>9</sup> OECD-FAO, 2008 et OMS, 2007 et 2008



## La santé progresse dans le monde mais de nouveaux risques apparaissent

Dans l'ensemble, les populations sont en meilleure santé, plus prospères et vivent plus longtemps qu'il y a 30 ans mais de graves inégalités existent en matière d'accès aux soins de santé entre les pays et à l'intérieur des pays<sup>10</sup>.

Les maladies infectieuses domineront toujours dans les pays en développement. Au fur et à mesure que les économies de ces pays se développeront, les maladies non communicables deviendront plus importantes. Cela sera dû en grande partie à l'adoption des modes de vie «occidentaux» et de leurs facteurs de risque – le tabagisme, le régime à haute teneur en graisses, l'obésité et le manque d'exercice. Dans les pays développés, les maladies non communicables resteront dominantes.

La mobilité, l'interdépendance et l'interconnexion extrêmes du monde d'aujourd'hui créent une multitude de conditions favorables à la propagation rapide des maladies infectieuses et des menaces radionucléaires ou toxicologiques.

La concentration urbaine qui s'annonce dans de nombreux pays en développement pourrait amplifier les risques de dégradation sanitaire et de propagation des maladies. Des problématiques de sécurité nouvelles – comme les pandémies – émergeront.

Depuis les années 1970, on découvre de nouvelles maladies émergentes au rythme sans précédent d'au moins une par année. Il existe désormais près de 40 maladies qui étaient encore inconnues il y a une génération. Par ailleurs, l'OMS a confirmé plus de 1 100 événements sanitaires de nature épidémique qui se sont produits dans le monde au cours des cinq années écoulées.

Si les efforts de prévention et d'efficacité restent à leur niveau actuel, le rapport du National Intelligence Council cité plus haut prévoit que le nombre de malades atteints du SIDA passera de 33 millions aujourd'hui à 50 millions en 2025. Dans ce scénario, 25 à 30 millions de personnes auront besoin de traitements rétroviraux pour vivre cette année-là.

---

10 OMS, 2007 et 2008





## Rareté croissante des ressources naturelles, vulnérabilité de la planète

La nouvelle géopolitique de l'énergie est marquée par un équilibre relatif de l'importance stratégique du Proche-Orient, de la Russie et du Caucase

**En 2025 la demande mondiale d'énergie aura, d'après l'Agence Internationale de l'Énergie, augmenté de 50 % par rapport à 2005 et atteindra 15 milliards de tonnes équivalent pétrole.**

La production de pétrole aura commencé à stagner (pic), le charbon est promis à devenir la première ressource énergétique d'ici 2050. Mais en 2025 le pétrole sera encore largement en tête.

Dans le scénario tendanciel de l'Agence Internationale de l'Énergie, il est prévu que d'ici 2030 la consommation de charbon, notamment pour les centrales électriques en Chine et Inde, augmente de plus de 50%. Dans ce scénario tendanciel, la part des énergies carbonées devrait rester très largement majoritaire en 2030: les combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz) représenteront 80 % du mix énergétique tandis que le nucléaire (fission) et les sources d'énergie renouvelables (hydro, éolien, solaire, etc.) représenteront 10 % chacun<sup>11</sup>.

Dans l'hypothèse d'une raréfaction accélérée du pétrole et du gaz, avec des prix beaucoup plus élevés, il y aura un recours accru à d'autres énergies présentant des risques ou «ayant peu d'intérêt» pour le climat: les schistes bitumineux, le charbon liquéfié, les biocarburants de première génération, le bois de feu issu de la déforestation, ...

La sécurité d'approvisionnement énergétique sera de plus en plus mise en question en Europe. L'UE sera plus dépendante de l'extérieur qu'en 2005 (à politique constante). **En 2030, l'Union importera près de 70 % de ses besoins énergétiques.**

Afin d'encourager les énergies vertes (cf. objectif européen d'atteindre 20 % de renouvelables en 2020) tout en ne mettant pas trop de pression sur les consommateurs, il faudrait que le prix du pétrole (et donc du gaz) se situe à un niveau suffisant soit environ 70-80 dollars d'aujourd'hui par baril. Mais, sauf mécanisme spécifique de régulation, la stabilisation à un tel niveau d'équilibre est improbable.

La nouvelle géopolitique de l'énergie (diminution du poids relatif du pétrole au profit des autres énergies et énergies renouvelables) pourrait donner un poids supérieur à la Russie (gaz), la Chine (charbon), le Kazakhstan tandis que pourrait s'amorcer le déclin relatif de l'importance stratégique du Proche-Orient (sauf peut-être l'Iran qui pourrait devenir la puissance gazière)<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> AIE, 2008

<sup>12</sup> Theys, 2008





## Plus de 50 % des réserves de minerais importants sont localisées dans des pays très pauvres

Pour certains métaux de haute technicité, l'UE est très dépendante des importations et l'accès à ces matières premières devient de plus en plus difficile. Plus de 50 % des réserves de minerais importants sont localisées dans les pays ayant un revenu par tête de 10 dollars ou moins par jour<sup>13</sup>. De nombreux pays riches en ressources appliquent des mesures protectionnistes qui arrêtent ou ralentissent l'exportation de matières premières vers l'Europe afin d'aider leurs industries en aval.

La moitié de la croissance de la consommation de ces produits de 2002 à 2005 est due à la Chine qui a accru ses investissements dans les industries minières des pays africains (cf. différence dans la politique étrangère chinoise et européenne, l'UE mettant l'accent sur les droits de l'homme et la démocratie).

Le recyclage des matières premières devient une activité industrielle importante.

## Trois milliards de personnes manqueront d'eau en 2025

L'accès à l'eau salubre manque aujourd'hui à 1,1 milliard d'habitants. L'eau disponible par personne vivant sur terre est passée en moyenne de 12 900 m<sup>3</sup> en 1970 à moins de 7 000 m<sup>3</sup> en 2000. En 2025 on estime que 3 milliards de personnes manqueront d'eau<sup>14</sup>.

Plutôt que des guerres de l'eau (cf. Israël/Palestine), on peut s'attendre à des politiques visant la préservation de la qualité et le financement de l'accès à l'eau potable.

Aujourd'hui 2,6 milliards d'individus – dont des millions dans les bidonvilles – ne disposent pas de système de sanitaires.

13 CE, 2008c

14 UNEP, GRID-Arendal, 2008



## Pour être efficace dans ses efforts visant à ralentir le changement climatique, il est nécessaire que l'exemple de l'Europe soit suivi par les autres ensembles continentaux

Les progrès réalisés au cours des vingt dernières années dans la lutte contre le changement climatique sont restés en deçà de ce qu'une «transition réussie» supposerait à priori. Les mesures faites par les scientifiques depuis l'an 2000 ont ainsi montré que les émissions mondiales de dioxyde de carbone croissent désormais plus vite que ne l'envisage le scénario le plus pessimiste du GIEC, ce qui rend déjà très improbable une limitation du réchauffement à moins de deux degrés d'ici un siècle<sup>15</sup>. L'objectif européen de ne pas dépasser la température moyenne de 2° (par rapport à l'ère préindustrielle) semble difficilement atteignable.

Les stratégies des grandes puissances et des pays émergents sont diverses en ce qui concerne l'après-Kyoto. À l'heure actuelle, seule l'Europe est prête à prendre des engagements chiffrés contraignants, même de manière unilatérale (20 % de réduction des émissions d'ici 2020 par rapport à 1990 et 30 % en cas d'accord mondial) et propose des objectifs de long terme ambitieux (une réduction globale de 50 % des émissions en 2050 et de 60 à 80 % pour les pays les plus développés).

En 2025, si l'Europe n'est pas suivie par les autres ensembles continentaux, l'impact de ses efforts pour ralentir le changement climatique restera marginal sur les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

Dans tous les cas, les stratégies d'adaptation au changement climatique ne sont plus des options. Elles s'avèrent nécessaires.

15 IPCC, 2007; et Theys, 2008



## LES TENSIONS

### Tensions entre le mode actuel de production, de consommation et la disponibilité des ressources

Les tendances précitées peuvent interagir et donner lieu à des tensions importantes.

Le mode de production actuel est-il à même de répondre aux besoins d'une population de 8 milliards de personnes compte tenu de la limitation des ressources disponibles et de ses effets négatifs sur l'environnement? Les préférences des consommateurs (côté de la demande) auront-elles un impact primordial? La technologie se développera-t-elle assez vite? Les mécanismes de prix et de taxation modifieront-ils substantiellement les comportements? Si, à partir de demain, tous les citoyens du monde se comportaient comme la population des USA avec son modèle de consommation alimentaire/en eau/en énergie par habitant de loin la plus élevée, ces marchandises deviendraient rares et ceci pourrait provoquer une crise mondiale grave et une croissance explosive de leurs coûts relatifs.

Ces tensions se manifesteront sur l'alimentation, l'accès à l'eau, les matières premières, l'énergie:

**Alimentation:** la sous-alimentation touche aujourd'hui 2 milliards de personnes. Avec la croissance prévue de la population mondiale, on peut craindre qu'en 2025, ce nombre ait augmenté (cf. Afrique et Asie du Sud) d'autant plus que la demande alimentaire des pays émergents augmente, que l'offre risque de se réduire du fait de la réduction des surfaces

agricoles, des problèmes d'irrigation et du changement climatique, faisant tendanciellement augmenter les prix des aliments à des niveaux trop élevés pour les plus pauvres. D'après l'OCDE et la FAO, les prix agricoles resteront, en moyenne, plus élevés à moyen terme que pendant la décennie écoulée.

Les pays importateurs de produits alimentaires ayant des contraintes en termes d'eau et de terre mais riches en capital, comme les pays du Golfe, ainsi que les pays ayant d'importantes populations et des préoccupations de sécurité alimentaire, comme la Chine, la Corée du Sud ou l'Inde, achètent ou louent des terres agricoles à l'étranger. Des acquisitions de terre à grande échelle peuvent être perçues comme une opportunité afin d'accroître les investissements en agriculture pour les pays en développement manquant du capital nécessaire. Mais les relations de pouvoir inégales dans les négociations d'acquisitions de terrains risquent de mettre à risque la vie des pauvres<sup>16</sup>.

Les déterminants de l'offre de produits agricoles (les gains de productivité, pour l'essentiel) pourront-ils réduire les tensions nées d'un accroissement de la demande (alimentation humaine et animale et production de biocarburants)? Cette dernière pourrait – si la deuxième génération des biocarburants est opérationnelle en 2025 – ne plus concurrencer directement l'alimentation humaine et animale. Sinon la tension entre alimentation et énergie d'origine agricole sera exacerbée. Aujourd'hui, la production de biocarburants exige l'utilisation de 4,5 % des céréales mondiales et 7,6 % des

16 IFPRI, 2009



graines oléagineuses. Ces quantités peuvent être encore plus élevées pour les marchés spécifiques: 30 % des céréales américaines sont transformés en éthanol. 40 % des graines oléagineuses européennes sont destinés à la production de biodiesel.

**Eau:** les besoins en eau de la population mondiale vont augmenter fortement avec l'accroissement de la population mondiale et l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents créant des tensions fortes avec les quantités disponibles qui risquent de s'amoinrir en raison du réchauffement climatique. Certes les usines de dessalement, d'abord localisées au Moyen Orient (produisant aujourd'hui la moitié de l'eau dessalée du monde), prolifèrent en Méditerranée, Asie, Australie et Californie. Cependant la technologie actuelle utilise beaucoup d'énergie de combustion, et ainsi contribue aux émissions de CO<sub>2</sub>. Une technologie de dessalement de l'eau de mer à partir d'énergies renouvelables parviendra-t-elle à se développer à grande échelle pour réduire ces tensions?

L'environnement maritime doit aussi être mentionné. Les mers seront considérées comme des nouveaux territoires. L'Arctique par exemple ou les problématiques relatives aux eaux profondes sont des nouveaux défis (cf. énergie off-shore ou découvertes pharmaceutiques). Les changements climatiques auront aussi des impacts sur la démographie côtière et la dé/relocalisation de populations dans plusieurs parties du monde.

**Matières premières:** les marchés des matières premières suivent un modèle cyclique basé sur l'offre et la demande. Dès le début du siècle actuel, une forte augmentation de la demande, essentiellement entraînée par une forte croissance des économies émergentes, a eu pour effet un triplement des prix des métaux entre 2002 et 2008. Notamment la Chine a représenté plus de 50 % de la croissance de la consommation mondiale de métaux industriels entre 2002 et 2005. Tandis que les effets actuels de la crise financière mènent à un ralentissement à court terme de la croissance de la demande globale de matières premières, on s'attend à ce que les niveaux de croissance des pays émergents à l'avenir maintiennent une forte pression sur la demande de matières premières alors que les dépenses d'exploration, même si elles ont récemment augmenté, ne semblent pas être à même de suivre les rythmes d'accroissement de la demande.

**Énergie:** la tension entre demande en forte croissance et offre contrainte par les limites des ressources disponibles (pétrole, gaz) ou polluantes (charbon) devrait provoquer une hausse constante des prix de l'énergie que pourraient contenir le recours accru à des énergies renouvelables et les économies d'énergie. Cependant, vers 2025, la question énergétique devrait rester une source de tension majeure (économique et géopolitique) en raison de l'arrivée au pic pétrolier et des besoins énergétiques d'un monde de 8 milliards d'individus.

Bref, les tensions se feront sentir tant entre la production et la consommation qu'entre la production/consommation et les ressources naturelles.



## Tensions entre un mouvement général et concomitant d'interdépendance économique croissante et de différenciation du monde

L'interdépendance économique croissante entre les principaux pôles du monde et entre ces pôles et leurs périphéries (que traduit l'augmentation des échanges et des flux commerciaux notamment dans le domaine de l'énergie et des produits agricoles) s'accompagne de tensions liées à :

- Des conceptions différentes d'approches politiques sur la gouvernance mondiale y compris les droits de l'homme et la place des pays émergents (cf. «G20»), la nécessité de gérer les biens mondiaux, de s'engager sur des projets d'intérêt commun, de favoriser la démocratie et de faire reculer le totalitarisme et le populisme;
- Des conceptions différentes d'approches économiques. Après une période où le capitalisme mondial semblait s'unifier autour d'un modèle marqué par le capitalisme financier, on pourrait assister dans les prochaines décennies à *la coexistence et la concurrence entre plusieurs types de capitalisme*, une partie des pays émergents ainsi que les pays pétroliers promouvant un capitalisme d'État. C'est ce qu'envisage le dernier rapport du National Intelligence Council (NIC) aux États-Unis («Global Trends 2025»). À titre d'illustration de cette tendance: que le nombre de fonds souverains est passé de trois en 2005 à plus de quarante aujourd'hui, et les sommes qu'ils mobilisent de 700 millions à 3 000 milliards de dollars sur la même période<sup>17</sup>;

- Des revendications d'ordre culturel ou territoriales au sein des pôles mondiaux de croissance ou à leur périphérie, si la cohésion politique, économique et sociale de ces pôles n'est pas assurée ou étendue;
- La non-inclusion dans le fonctionnement mondial «inter-pôles» des pays en marge. Cinquante-six pays comptent pour moins de 0,01 % des échanges mondiaux. Un tiers de la population mondiale vit en deçà du seuil de pauvreté; si rien n'est fait pour inverser cette tendance d'ici 20 ans, 38 % de la population africaine risque d'être en état d'extrême indigence. Autrement dit, même si la pauvreté régresse considérablement à l'échelle globale, le différentiel de richesse entre les riches et les pauvres progresse, au sein des nations comme entre les nations.

## Tensions entre proximité spatiale dans le contexte d'une urbanisation accélérée et distance culturelle

La croissance rapide des villes et de la concentration urbaine accompagnée d'une connectivité plus forte au niveau local et même international (cf. technologies de l'information et de la communication), va susciter à la fois des défis très complexes (notamment écologiques et sociaux) et des opportunités (économiques et culturelles par exemple).

17 Röller et Veron, 2008 montrent qu'une part croissante des investissements dans l'Union européenne, y compris mais pas seulement des fonds souverains, proviendront de pays dont les régimes politiques sont loin des idéaux des Européens.



Des tensions vont se manifester entre cosmopolitisme et intégration difficile des étrangers: un nombre croissant d'habitants vont s'habituer à traiter avec la complexité culturelle et la mobilité. De nouveaux centres cosmopolites vont émerger. L'anglais va rester la langue dominante pour les services et le commerce mondiaux. La promotion du multilinguisme et la domination de deux ou trois langues «internationales» coexisteront probablement d'une façon différente d'un pays à l'autre.

De nombreuses études démontrent l'impact positif des migrations internationales sur les pays émetteurs et sur les pays de destination. Néanmoins, il est un thème qui alimente régulièrement le débat public – celui des ajustements sociaux que doivent consentir les sociétés qui accueillent les immigrants d'une autre origine ethnique, dont les valeurs peuvent être très différentes des leurs<sup>18</sup>. Or une réussite de l'intégration des immigrants en Europe pourrait signifier une augmentation de la population active et amoindrir les difficultés sociales.

Au rappel de ces tensions observables on pourrait ajouter des exemples de ruptures et autres turbulences imprévisibles («wild cards») qui pourraient façonner les deux prochaines décennies:

- Une persistance de la crise financière et économique au-delà de 2010;

- Une guerre majeure (pendant les années de forte turbulence 2010-2020);
- Une catastrophe technologique qui pourrait influencer les choix de priorités des États (ex. accident nucléaire de type Tchernobyl bloquant l'option nucléaire pour de nombreuses années);
- Une pandémie aux effets dévastateurs;
- L'effondrement d'un ensemble urbain majeur dans un pays en développement;
- Le blocage (ou la division) de l'Union européenne suite aux difficultés à faire émerger de nouveaux dispositifs de gouvernance économique et de décision politique;
- Une percée en termes de production d'énergie renouvelable;
- Une nouvelle vague d'innovations technologiques et un nouveau cycle de croissance rapide tiré par les pays émergents;
- Une accélération soudaine voire brutale des impacts (non linéaires) du changement climatique;
- Des progrès dans la mise en place d'une gouvernance mondiale, dus à l'ampleur des problèmes à traiter et à la pression des opinions publiques.

---

18 BIT, 2004





## LES GRANDES TRANSITIONS

### Stabiliser le monde, reconnaître les nouveaux acteurs-clés

#### La transition vers un monde multipolaire et une gouvernance mondiale

De 1945 à 1990, le monde était bipolaire (USA-URSS). De 1990 à 2008, les USA ont constitué le pôle de puissance au niveau mondial. De 2008 à 2025 il est probable que le monde devienne véritablement multipolaire (un «oligopole» rassemblant les pays du G8, du G20, etc., traduisant le nouvel équilibre et la perte du leadership américain). Même si les États-Unis restent la première puissance militaire, le rattrapage scientifique et technologique de certains États, les nouvelles tactiques de guerre irrégulière et l'importance croissante des cyber-attaques vont affaiblir leur liberté d'action (cf. rapport du NIC).

La nouvelle situation géopolitique qui se dessine avec la montée en puissance des pays émergents aura vraisemblablement pour contrepartie une nouvelle organisation des relations internationales. L'UE vise à prendre le leadership à travers l'exemple. Une gouvernance commune au niveau mondial est en train d'émerger (transition de l'État nation vers de nouvelles entités juridico-politiques) mais on ne sait pas quelle sera son évolution. L'unification relative des règles du jeu économique au niveau mondial aura peut-être pour effet une démocratisation des régimes (autoritaires) de capitalisme d'État mais rien ne dit que cette évolution se fera sans à-coups.

#### La transition politico-culturelle vers un nouvel universalisme

L'hétérogénéité des cultures et des régimes politiques au niveau mondial au moment où l'Europe pèse moins du point de vue économique et politique va nécessiter de revisiter les concepts sur lesquels s'appuyaient jusqu'à aujourd'hui les relations internationales. *L'émotionnel collectif* est devenu une variable importante des relations internationales: aux États-Unis après le 11 septembre (la religion de la démocratie de l'Administration Bush), dans la rue du Moyen Orient (la «démonisation» de «l'Occident») <sup>19</sup>. La diversité de l'UE peut être un atout dans les relations internationales entre des sociétés toujours plus basées sur la connaissance.

19 Gnesotto, 2008



L'Europe peut faire la preuve qu'elle est relativement indépendante de tout autre ensemble au niveau mondial et qu'elle se bat pour l'indépendance des autres et leur coopération pour le bien commun. Pour cela elle peut s'appuyer sur le fait qu'elle promeut une logique de «construction» tirée par l'avenir souhaité en commun («communauté de destin») avec ouverture sur le monde. Des récents travaux philosophiques<sup>20</sup> ainsi que des expériences concrètes dans des sociétés démocratiques<sup>21</sup> fournissent des éléments pour le développement d'un nouvel universalisme.

### La transition vers la «grande Europe» intégrée et «l'Europe-monde»

La multipolarité du monde à venir pourrait avoir pour effet une transition vers une nouvelle «cohésion élargie et diversifiée» impliquant l'Union européenne et son voisinage à l'Est et au Sud. Cela pourrait même impliquer des transferts accrus sur le modèle de la politique de cohésion. Mais la question des frontières de l'Europe, le mouvement d'inclusion (de certains) et d'exclusion (des autres) qui la concrétise éveille des suspicions de la part de ceux qui se sentent menacés par l'alliance UE-USA.

Au-delà de son voisinage immédiat, on estime que la zone euro entretient des relations d'intensité diverse avec 80 pays, des Balkans de l'Ouest, de l'ex-URSS, de la Méditerranée et de l'Afrique Sub-saharienne, pays dont elle dépend pour son approvisionnement énergétique et ses matières premières<sup>22</sup>.

## Profiter des défis écologique et démographique pour inventer un nouveau modèle de développement

### La transition vers un nouveau modèle «socio-écologique»

Les exigences en matière d'environnement et la dépendance vis-à-vis des matières premières vont tirer l'Union vers une nouvelle façon de produire, de consommer, d'habiter, de se déplacer, etc. Elle devra renforcer ses efforts pour devenir le leader incontesté au niveau mondial de cette transition «socio-écologique» d'autant plus que le marché mondial des produits et services liés à l'environnement devrait doubler pour passer de 1 370 milliards de dollars par an actuellement à 2 740 milliards de dollars vers 2020.

En 2025, on pourrait atteindre ou s'approcher du pic pétrolier. Ceci appelle une transition organisée vers l'après-pétrole. La transition énergétique demande aussi bien un effort technologique que socio-économique. Sur le plan technologique, il faut mentionner les sources d'énergie renouvelable, la captation et le stockage du CO<sub>2</sub>, le nucléaire ainsi que l'hydrogène et les piles à combustibles.

20 Jullien, 2008

21 Bouchard et Taylor, 2008

22 Mazzafero et alii, 2002





Sur le plan des incitations économiques, la taxation, le système d'échange des permis à polluer et l'internalisation des coûts externes sont à mentionner.

Mais ce sont les changements dans les comportements sociaux qui contribueront, s'ils sont stimulés par des politiques adéquates, à diminuer drastiquement la consommation en énergie, ce qui reste l'objectif majeur. Les consommateurs isoleront leurs logements, ils remplaceront leur voiture par une autre plus petite, ils marcheront, prendront des transports en commun. Ils seront moins mobiles. Les entreprises réorganiseront leur logistique, innoveront en termes de produits et de processus, relocaliseront certaines activités, elles placeront leurs entrepôts près des gares, abandonneront les matières plastiques pour le bois, rendront des produits plus facilement réparables ou les recycleront davantage. Les États aménageront le territoire en prenant en considération le coût croissant du transport. Ils favoriseront les énergies renouvelables, les technologies fossiles «propres» et l'énergie nucléaire.

Il est nécessaire, pour financer ces transformations (transition socio-écologique et transition urbaine ci-après), de passer de l'actuel système financier à un système privilégiant le long terme et assis à la fois sur des ressources financières publiques et privées.

## La transition urbaine et les nouvelles «territorialités»

En 1975, les populations urbaines des pays du Nord et du Sud étaient à peu près équivalentes (700 millions pour les premières, 820 pour les secondes). Trente ans plus tard le rapport est de 1 à 3: la croissance des villes du Nord n'a été que de 30% en trois décennies au lieu de 400% pour celles du Sud. En 2050, ce rapport sera de 1 à 5: près de 80% de la population urbaine mondiale sera alors dans les pays du Sud. Et surtout en Asie où seront localisées: 11 des 20 premières mégapoles du monde (plus de 10 millions d'habitants); 17 des 30 villes de 5 à 10 millions d'habitants et 184 des 364 villes entre 1 et 5 millions.

À partir des travaux de l'OCDE et de l'AIE on peut estimer au niveau mondial à 200 000 milliards de dollars d'ici 2030 la somme des investissements à consacrer aux infrastructures et au logement – dont environ 25 000 milliards pour l'énergie, 45 000 pour l'eau, les déchets, les infrastructures de transport et de télécommunication et environ 120-130 000 pour la construction, le logement et la construction de bâtiments industriels et commerciaux. Il s'agit, pour les Européens, d'opportunités majeures pour collaborer avec leurs partenaires pour le développement durable<sup>23</sup>.

23 Theys, 2008



## La transition démographique et la «vieillesse active»

En 2025, on entre dans la période de stabilisation de la croissance de la population mondiale et son déclin est prévu à partir de 2050. Le vieillissement attendu de la population européenne implique de nouveaux modes de vie et des arbitrages intergénérationnels qui auront nécessairement une dimension internationale.

La conception et l'âge de la retraite seront modifiés en fonction de l'allongement de la durée de vie et des besoins de financement. De nouveaux marchés (sur lesquels l'Europe peut bien se positionner grâce à ses points forts en pharmacie, en équipements médicaux et en produits culturels) et de nouveaux services sociaux se développeront pour répondre aux besoins et aux problèmes des personnes âgées.

Comme l'a souligné le Rapport européen 2009 sur le vieillissement, une augmentation de la productivité sera nécessaire, même en période de crise, pour faire face aux tensions dont les finances publiques feront l'objet.

L'Union européenne et ses États membres seront confrontés dans les prochaines décennies à des défis majeurs: aujourd'hui crise financière, économique et sociale dont on ignore la durée et les implications à moyen terme, demain la nouvelle donne industrielle et commerciale, les pressions sur l'approvisionnement et la sécurité énergétiques, les changements climatiques, les révolutions technologiques, le vieillissement accéléré de la population, les migrations internationales...

Si l'UE veut être capable de promouvoir les six transitions mentionnées plus haut, une transition supplémentaire sera nécessaire dans le processus décisionnel européen: vers une meilleure coordination et consistance entre les politiques nationales et celles européennes ainsi qu'entre différents domaines politiques.

Les cinquante premières années de l'intégration européenne ont été celle de la réunification d'un continent profondément affecté par deux guerres mondiales et la guerre froide. La mondialisation actuelle et ses incertitudes futures appellent une contribution essentielle de l'Europe.

Sur le «que faire?» elle contribue en lançant le débat sur le développement durable et l'importance de la cohésion sociale dans la mondialisation (un nouvel agenda socio-politique?). Sur le «comment faire?» elle constitue un laboratoire unique de la mondialisation dont d'autres régions du monde s'inspirent déjà.

Les défis de l'avenir appellent une consolidation et une affirmation du projet européen et son insertion dynamique dans le monde.



## Remerciements

Cette publication sur le monde en 2025 a été préparée par la Direction «Science, Économie et Société» de la DG Recherche sous l'autorité de son directeur, Jean-Michel Baer et avec les contributions de Paraskevas Caracostas, Pierre Valette, Domenico Rossetti di Valdalbero et Elie Faroult. Cette publication a été préparée en coopération avec le Bureau des Conseillers Politiques (BEPA) dirigé par Vitor Gaspar et avec les contributions de Vasco Cal.

Cette publication a bénéficié des résultats des travaux du groupe d'experts «Le monde en 2025» mis en place par la DG Recherche en 2008 et composé de Marc Abeles, Gijs Beets, João Caraça, Lionel Fontagné, Thierry Gaudin, Nicole Gnessoto, Josephine Green, Giovanni Grevi, Irina Kuklina, Geoff Mulgan, Richard Portes, Mu Rongping, Luc Soete, Uno Svedin, Jacques Theys et Loukas Tsoukalis<sup>24</sup>.

En plus des auteurs et des experts, plusieurs collègues de la DG Recherche doivent être remerciés pour leurs commentaires constructifs lors de différentes réunions préparatoires et, en particulier, Anneli Pauli et Maarit Viljanen, Clara De La Torre et Brendan Hawdon, Étienne Magnien et Jim Dratwa, Voula Mega, Sieglinde Gruber et Callum Searle, Timothy Hall et Hans-Joerg Lutzeyer, Manuel Hallen, Michel Poireau, Manuela Soares, Angel Perez Sainz, Raffaele Liberali et Aires Soares, Jean-Claude Burgelman et Pia Laurila, Gilles Laroche et Theodius Lennon.

Nous sommes aussi reconnaissants envers les collègues des différents services de la Commission qui ont contribué à compléter et améliorer cette publication: John Bensted-Smith et Notis Lebessis (DG AGRI), Heike Schneider (DEV), Marta Touykova, Vito Borrelli et Angelos Agalianos (EAC), Matthias Mors et Natalie Lubenets (ECFIN), Bartek Lessaer et Miranda Mcintosh (EMPL), Maria Kristen Gylfadottir (ENTR), Peter Bosch et Christian D'Cunha (JLS), Dorota Pyszna-Nigge (MARE), Hanne Hanson, Anja Lubenau, Natalia Martins da Fonte et Alar John Rudolf Olljum (RELEX), Gabriella Fesus et Agnes Kelemen (REGIO) et Marion Knoblen (TREN).

Cette note exploite aussi différentes sources (voir bibliographie) dont l'important travail sur Le monde en 2025 piloté par Nicole Gnesotto et Giovanni Grevi à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.

## Bibliographie indicative

Agence Internationale de l'Énergie, 2008, *World Energy Outlook*, Paris

Michel AGLIETTA, 2008, *La crise, Pourquoi en est-on arrivé là? Comment en sortir?*, Éditions Michalon

Samir AMIN, 2008, *Au-delà de la mondialisation libérale: un monde meilleur ou pire?*, 23 p. [\*]

Banque Mondiale, 2008, *World Development Report 2009, Reshaping Economic Geography*

Gijs BEETS, *The world in 2025: Demographic issues*, September 2008, 18 p. [\*]

Gérard BOUCHARD, Charles TAYLOR, 2008, *Building the future – A time for Reconciliation, Commission on Accomodation Practices Related to Cultural Differences*, Gouvernement du Québec

Bureau International du Travail, 2004, *Une approche équitable pour les travailleurs migrants dans une économie mondialisée*, Conférence internationale du Travail, 92<sup>e</sup> session, 2004, Rapport VI

João CARAÇA, 2008, *2025, A world too different from today?* 12 p. [\*]

Commission européenne, 2008a, *Demography Report 2008: Meeting Social Needs in an Ageing Society*, Document de travail de la Commission

Commission européenne, 2008b, *Régions 2020, Évaluation de défis qui se poseront aux régions de l'UE*, Document de travail des Services de la Commission

Commission européenne, 2008, *Initiative «Matières premières» – Répondre à nos besoins fondamentaux pour assurer la croissance et créer des emplois en Europe*. Communication de la Commission

Commission européenne, 2009a, *Rapport 2009 sur le vieillissement, Gérer l'incidence d'une population vieillissante dans l'UE*, Communication de la Commission

Commission européenne, 2009b, *The World in 2025 – Contributions from an expert group*, Bruxelles

Yvan DECREUX (CEPII), Christophe GOUEL (INRA – CEPII), Hugo VALIN (CEPII), *The World in 2025, Economic projections with the MIRAGE model*, Intermediary report for the European Commission – Directorate General for Research, 5 September 2008

ESPON, project 3.2, *Spatial Scenarios and Orientations in relation to the ESDP and Cohesion Policy*, Final Report, October 2006

Thierry GAUDIN, *The World in 2025, A challenge to reason*, September 2008, 81 p. [\*]

Nicole GNESOTTO et Giovanni GREVI, 2006, *The New Global Puzzle, What World for the EU in 2025?*, Institut d'études de sécurité pour l'Union européenne

Nicole GNESOTTO, 2008, *Le monde en 2025, Indicateurs Défense et sécurité: vers davantage d'insécurité*, 6 p. [\*]

Josephine GREEN, 2007, *Democratizing the future, Towards a new era of creativity and growth*, Philips [\*]

International Labour Office, 2008, *Global Wage Report 2008/09: Minimum wages and collective bargaining: Towards policy coherence*, Geneva

Intergovernmental Panel on Climate Change, 2007, *IPCC Fourth Assessment Report: Climate Change*

François JULLIEN, 2008, *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, Éditions Fayard

Irina KUKLINA, 2008, *The World in 2025: focus on Russia*, 4 p. (\*)

Francesco MAZZAFERRO, Arnaud MEHL, Michael STURM, Christian THIMANN and Adalbert WINKLER, 2002, *Economic relations with regions neighbouring the euro area in the «euro time zone»*, European Central Bank Occasional Papers n° 7

Geoff MULGAN, 2008, *Europe 2025: Discovering the future through action as well as analysis*, 7 p. (\*)

National Intelligence Council, 2008, *Global Trends 2025: A Transformed World*, Office of the Director of National Intelligence of the USA

Nations Unies, 2007, *World population ageing 2007*. Department of Economic and Social Affairs: Population Division. ST/ESA/SER.A/260. New York

Nations Unies, *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision Population Database*. Department of Economic and Social Affairs: Population Division. New York

OECD-FAO, 2008, *Agricultural Outlook 2008-2017*

OMS, *Rapports sur la santé dans le monde*, 2007 et 2008

Richard PORTES, 2008, *The international financial system in 2025*, 2 p. (\*)

Lars-Hendrik ROLLER and Nicolas VERON, 2008, *Safe and Sound: An EU approach to Sovereign Investment*, BRUEGEL Policy Brief

Mu RONGPING, Ren ZHONGBAO, Song HEFA, Qu WAN, 2008, *Innovative Development and Innovation Capacity-building in China*, 22 p. (\*)

Luc SOETE, 2008, *Malthus' Revenge*, UNU-MERIT, University Maastricht, 16 p. (\*)

Uno SVEDIN, 2008, *Towards the gardening of the planet in the period of the anthropocene, The world as socio-bio-space (SBS), future options and challenges*, 23 p. (\*)

Jacques THEYS, 2008, *Le Monde en 2025, Les Quatre Transitions*, 28 p. (\*)

Loukas TSOUKALIS, 2008, *Thoughts on Governance and Power in the World System*, 4 p. (\*)

UNEP, GRID-Arendal, 2008, *Vital Water Graphics – 2nd Edition*

Joachim VON BRAUN and Ruth MEINZEN-DICK, 2009, *“Land Grabbing” by Foreign Investors in Developing Countries – Risks and Opportunities*, IFPRI Policy Brief n°13

WWF, 2008, *Living Planet Report 2008*

(\*) contributions des membres du groupe d'experts «Le monde en 2025».

Commission européenne

**EUR 23921 FR – Le monde en 2025 – La montée en puissance de l'Asie et la transition socio-écologique**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2009 — 28 p. — 17,6 x 25 cm

ISBN 978-92-79-12486-0

ISSN 1018-5593

DOI 10.2777/25936

## Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?

### **Publications payantes:**

- sur le site de l'EU Bookshop: <http://bookshop.europa.eu>;
- chez votre libraire, en lui donnant le titre, le nom de l'éditeur et/ou le numéro ISBN;
- en contactant directement un de nos agents de vente.

Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site: <http://bookshop.europa.eu>  
ou par télécopie au numéro suivant: +352 2929-42758.

### **Publications gratuites:**

- sur le site de l'EU Bookshop: <http://bookshop.europa.eu>;
  - auprès des représentations ou délégations de la Commission européenne.
- Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site: <http://ec.europa.eu>  
ou par télécopie au numéro suivant: +352 2929-42758.

La récente évolution du contexte mondial et les engagements européens forts pour une mondialisation maîtrisée plaident en faveur d'une analyse prospective. «Le monde en 2025» met tout d'abord en évidence les grandes tendances à venir: les transformations géopolitiques en termes de population, de développement économique, de commerce international et de pauvreté. Deuxièmement, il identifie les tensions probables: ressources naturelles (produits alimentaires, énergie, eau et minéraux), migrations ou urbanisation. Enfin, il définit les voies de transitions possibles: vers un nouveau modèle de production et de consommation, vers une nouvelle dynamique rurale-urbaine, vers un nouvel équilibre entre genres et entre générations. «La montée en puissance de l'Asie et la transition socio-écologique» est un sous-titre explicite susceptible d'inspirer la future stratégie de l'Union européenne.

